



Partir en mer pour sauver les réfugiés

MÉDITERRANÉE • *Le réalisateur genevois Frédéric Choffat s'est embarqué en septembre à bord du «Seawatch», un vieux bateau qui secourt les canots à la dérive. Témoignage.*

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Plus de mille cinq cents réfugiés morts en Méditerranée par année depuis l'an 2000. C'est le bilan officiel de la tragédie qui se joue à nos portes. Face à cette situation, doublée de l'abandon des pouvoirs publics de leur mission de secours en mer, la société civile commence à s'organiser pour mettre fin à l'innommable. Le réalisateur genevois Frédéric Choffat, auteur d'une dizaine de films, documente actuellement plusieurs initiatives citoyennes de ce type en vue d'un documentaire, *Non assistance*, qui sera diffusé sur la RTS au début 2016. Le cinéaste a lui-même mouillé sa chemise en s'embarquant à bord du *Seawatch*, un vieux rafiot qui a secouru cet été des centaines de «migrants». Tour à tour marin et journaliste, Frédéric Choffat en revient bouleversé. Il partage son expérience en premier pour *Le Courrier*.

Quelle est la genèse de *Seawatch*?

Frédéric Choffat: Fin 2014, à l'heure de fêter la chute du mur à Berlin, deux entrepreneurs allemands s'indignent que l'on construise aujourd'hui une sorte de nouveau mur en Méditerranée. Ils réunissent alors 170 000 euros pour acheter un vieux bateau hollandais presque centenaire (de 1917). On dénombre des milliers de morts au large, mais personne n'est là pour voir ce qu'il s'y passe exactement car la mer ne laisse aucune trace. Aujourd'hui, ni les bateaux marchands ni les pêcheurs n'ont intérêt à secourir les réfugiés. Ils peuvent même être criminalisés s'ils les font monter à bord, étant assimilés alors à des passeurs.

Quand les opérations de surveillance ont-elles démarré?

Le *Seawatch* a commencé sa première mission à la mi-juin et vient de terminer la dernière fin septembre. Son équipage est composé de huit volontaires de tous horizons qui partent pour dix jours en Méditerranée. Certains n'ont jamais mis le pied sur un bateau. C'est le côté absurde de l'histoire. Et c'est beau en même temps. On n'y trouve pas vraiment des militants de la première heure, mais plutôt des personnes choquées par la situation et concernées par le projet.

Quel type de secours apporte le *Seawatch* aux réfugiés?

Face à l'abandon de ces naufragés de la part de l'Union européenne, la société civile a dû commencer à s'organiser. Médecins sans frontières, de son côté, a affrété trois navires en Méditerranée. Deux restent aujourd'hui en activité. Ses bateaux sont en mesure de prendre à bord entre 300 à 700 réfugiés à la dérive, avant de les emmener en Sicile ou plus haut en Italie. Le *Seawatch* a pour sa part décidé de ne pas embarquer les ré-



L'organisation «Seawatch» installe des plateformes gonflables autour des bateaux pour pouvoir soigner et soulager les réfugiés souvent entassés à plus de 100 sur un minuscule canot. En médaillon: Frédéric Choffat. SEAWATCH/CKR

fugiés, d'autant que son bateau est petit et très lent. Sa mission consiste à repérer les canots en détresse, les sécuriser par la distribution de gilets de sauvetage, fournir de l'eau, apporter une assistance médicale de premier recours. Et finalement alerter les secours. Par notre présence nous obligeons les plus gros bateaux de passage dans la zone à secourir ces personnes. Sinon, très souvent, ils peuvent passer sans s'arrêter.

Comment s'est déroulée la mission à laquelle vous avez participé?

A vingt-quatre heures du départ, nous avons reçu les premiers appels du Centre de coordination de secours en mer, qui se trouve à Rome. Nous nous trouvions juste à la frontière des eaux libyennes. On nous a signalé un premier bateau avec des coordonnées GPS approximatives. Finalement nous sommes allés rapidement au secours de trois embarcations de fortune qui se trouvaient dans la même zone. On a réussi à sécuriser les bateaux et à obtenir l'assistance d'un gros navire de guerre irlandais qui les a ensuite pris en charge. Trois cent trente personnes ont ainsi pu être secourues. Elles étaient serrées les

unes sur les autres, plus de cent par canot, le plus souvent debout. Beaucoup ne savaient pas nager et personne n'avait de gilet. Heureusement, aucune d'elles n'était blessée. Deux jours après, on a dû prendre la douloureuse décision de rentrer prématurément en raison de sérieuses avaries techniques sur le bateau et une grosse tempête qui a fait douter les moins aguerris d'entre nous.

Certaines missions du *Seawatch* ont été témoins de drames...

Oui, par exemple l'équipe qui nous a précédés avait trouvé cinq bateaux à la dérive dans lesquels se trouvaient plusieurs blessés et deux morts. Dans une autre mission, des personnes qui avaient été torturées en Libye dans les jours précédant leur départ ont dû être hissées à bord pour y être soignées.

Qu'est ce qui vous a le plus marqué dans cette expérience?

Les limites de l'entreprise. Lorsqu'on doit rentrer au port en raison de pannes, que se passera-t-il pendant ce temps en mer? On ne peut pas se sub-

stituer aux services de secours des Etats. Nous n'en avons ni les moyens, ni la logistique, ni l'envie.

C'est pour ça que l'action de *Seawatch* se veut avant tout politique...

Oui, *Seawatch* est là pour rappeler que l'Europe ne peut laisser ces bateaux sombrer à sa frontière, avec leur cortège de milliers de morts. Frontex, l'agence européenne de contrôle des frontières, en a les moyens, avec 9 millions d'euros de budget mensuel, mais ne fait que protéger les frontières de l'Europe! C'est de la non-assistance à personne en danger. Et ce n'est pas à M. ou M^{me} Tardempion d'aller sauver pendant leurs vacances les gens que l'Europe met dans cette situation car elle refuse les demandes d'asile ou de visa dans le pays d'origine. Les candidats à l'exil doivent du coup se mettre, femmes et enfants compris, en danger de mort, pour pouvoir être secourus et faire une telle demande. C'est une hypocrisie criminelle. Nous avons besoin d'une réponse politique beaucoup plus globale, de la part de la Suisse également. I

*Coécrit avec Caroline Abu Sa'da, chercheuse en sciences politiques, spécialiste en migrations.

2015, l'odyssée vers l'Europe

MIGRATION • *L'arrivée de centaines de milliers de réfugiés syriens en Europe a surpris. Pourquoi maintenant?*

BENITO PEREZ

Plus de deux millions de Syriens en Turquie, deux autres millions répartis entre le Liban, la Jordanie et l'Irak: la crise des réfugiés que l'Europe fait mine de découvrir bat son plein depuis quatre ans autour du pays martyr. Entre 2012 et 2014, le minuscule Liban a vu sa population croître d'un quart! Un peu comme si la Suisse avait accueilli deux millions de personnes dans des camps de fortune. Depuis quelques mois, l'Europe est à son tour massivement visée par cette population en quête de refuge, 630 000 migrants seraient parvenus sur le Vieux Continent depuis janvier, dont une majorité de demandeurs d'asile syriens.

Pourquoi cet afflux soudain? Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) ne se voile pas la face. L'engorgement de ses structures d'accueil dans les pays environnants et la baisse des aides sociales sont parmi les principales causes de l'exode actuel vers l'Europe. «Nous ne sommes plus capables de couvrir même les besoins minimaux pour préserver la dignité humaine»,

admettait lundi à Genève le haut commissaire Antonio Guterres.

Recueillis dans les camps, les témoignages* disent tous cette précarité grandissante alors même que la prolongation de l'exil a fatigué les cœurs et les corps. «Ici, c'est comme une mort lente. Comme si on nous enfermait dans une bouteille en laissant entrer un peu d'air de temps en temps pour la refermer aussitôt», décrit Um Majd, Syrienne réfugiée en Jordanie. Enfermement, désespoir, perte de l'espoir en un rapide retour au pays rendent chaque fois moins supportable le statu quo. Autant que le froid, la chaleur ou la sous-alimentation. «Nos équipes reçoivent de plus en plus de cas de diarrhée et d'infection respiratoire, qui marquent les conditions de vie précaires de réfugiés», relève Claudia Truppa, Médecins sans frontières (MSF) à Zaatar, en Jordanie.

Dans le royaume hachémite, l'encadrement sanitaire délivré dans les camps est des plus limités. Et inutile d'espérer en sortir: en Jordanie, 80% des exilés vivent en dessous du seuil de pauvreté local, rappelle Amnesty.

Au Liban, l'ONU ne couvre plus que 75% du coût des soins médicaux des Syriens. Or, rassembler le quart des 50 à 200 dollars demandés, par exemple, pour un accouchement est mission impossible lorsque l'allocation mensuelle est de 13 dollars. «Quand une réfugiée ne peut assumer ces frais, elle se voit refuser l'accès à l'hôpital ou est contrainte de donner sa carte de réfugiée comme caution jusqu'à ce qu'elle puisse payer la facture de l'hôpital – se privant ainsi des bons de nourriture», témoigne Marjie Middleton, sage-femme chez MSF.

L'impossibilité de travailler, pour nombre de réfugiés, est aussi très durement ressentie. Quand elle n'est pas interdite comme en Turquie, la recherche d'emploi est limitée par les réalités locales. «Cet été, raconte Mohamed, j'ai travaillé pour un fermier, un brave homme que je connais bien. J'ai travaillé très dur: le fermier était le premier à dire que j'étais un excellent conducteur de tracteur. Je devais être payé une fois la récolte vendue. Mais le fermier n'est pas arrivé à la vendre, alors il m'a dit qu'il ne pouvait pas me payer. Je sais qu'il dit vrai.»

Exilée depuis deux ans à Domiz, dans le Kurdistan irakien, parmi 40 000 autres réfugiés, sa famille s'est endettée pour bâtir une maison de briques sur l'emplacement de sa tente. Depuis, l'aide alimentaire a été divisée par trois, et Mohamed ne parvient plus à rembourser ses créanciers. Il ne lui reste plus qu'à partir, vendre la maison et tenter sa chance auprès des passeurs, avant que la survie quotidienne ne finisse par engloutir son pécule. «Si je le pouvais, je préférerais rester ici, près de mes parents, mais nous n'avons vraiment pas le choix.»

En cédant sa place au camp de Domiz, Mohamed sait ce qu'il lâche: il n'aura aucune peine à monnayer son

abri, la grande majorité des réfugiés syriens n'ont pas eu sa chance de trouver un logement «où il n'y a ni loyer ni factures à payer». Même en Turquie, citée parfois en modèle, les camps, saturés, rejettent le surplus vers les bidonvilles et la débrouille. La plupart des Syriens y sont livrés à eux-mêmes.

Une situation intenable que d'aucuns espéraient voir s'inverser avec l'afflux de migrants vers l'Europe. Pour l'heure, cependant, les appels à contribution du HCR ne font toujours pas recette. Le taux de financement ne devrait pas dépasser les 47% à la fin de l'année, selon l'organisation. I

*Témoignages recueillis par MSF et Oxfam.

60 MILLIONS DE DÉPLACÉS

Jamais la planète n'avait dû répondre à autant de crises humanitaires. Le HCR ne cache pas son inquiétude. En cinq ans, quinze conflits ont repris dans le monde, sans qu'aucune crise antérieure ou nouvelle ne trouve de solution. Conséquence, le nombre de personnes déracinées par la violence ne cesse d'augmenter. En dix ans, il est passé de 38 millions à 60 millions de déplacés. Chaque jour, 42 500 nouvelles victimes sont contraintes de prendre la route. Quatre fois plus qu'il y a cinq ans. BPZ